

N° 4334³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1997-1998

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**concernant l'indication de la consommation d'énergie
des lave-vaisselle domestiques**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(9.6.1998)

En date du 14 juillet 1997, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, accompagné d'un exposé des motifs – commentaire des articles. Les avis des Chambres des employés privés et des métiers sont entrés au Conseil d'Etat par lettre du 5 septembre 1997, celui de la Chambre de Commerce en date du 28 novembre 1997.

Le projet se propose de transposer en droit national la directive 97/17/CE de la Commission du 16 avril 1997 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques.

La loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports fournit la base légale à cette transposition.

Le projet de règlement sous avis s'intègre dans une série de règlements s'appliquant à toute une gamme d'équipements électriques domestiques dont la consommation en énergie ne saurait être sous-estimée.

Un meilleur rendement énergétique et partant une économie d'énergie étant parfaitement possible et faisable, il importe d'orienter le consommateur vers l'achat et les producteurs vers la production d'équipements plus économes en énergie. Une meilleure information, objective et comparable, paraît indispensable à cette approche.

La série de règlements dont le présent qui ne concerne que les lave-vaisselle domestiques prévoit l'obligation d'un étiquetage uniforme contenant des indications objectives et comparables puisque obtenues selon des normes et des méthodes harmonisées.

Par ailleurs le projet se propose de compléter l'information sur le produit par une présentation uniformisée de la fiche d'information que le fournisseur doit inclure dans la documentation qui accompagne l'appareil.

Les informations que doivent contenir l'étiquette et la fiche ainsi que l'aspect de l'étiquette font l'objet d'annexes techniques qui font partie intégrante du projet de règlement. Il en est de même de l'annexe III qui porte sur les informations que doivent contenir les catalogues de vente par correspondance et autres communications imprimées.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat se demande si à l'époque des multimédias et de l'Internet, où le commerce électronique prend de l'ampleur, il ne faudrait pas omettre la restriction exprimée par le terme „imprimé“.

Le projet de règlement et les annexes qui en font partie reprennent presque textuellement les dispositions de la directive et le Conseil d'Etat n'entend pas analyser en détail tous les articles du projet et encore moins les dispositions plus techniques des annexes.

Toutefois, le Conseil d'Etat se doit de signaler qu'au préambule la citation de l'intitulé de la loi modifiée du 9 août 1971 est à compléter par le mot „économique“ à insérer entre les termes „matière“ et „technique“.

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat peut approuver le projet sous avis dont le texte ne donne pas lieu à d'autres observations.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 juin 1998.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Paul BEGHIN